



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION GUYANE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT

Service Planification, Connaissance et Évaluation

Mission autorité environnementale

ARRÊTÉ N° R03-2019-03-18-004

Portant décision dans le cadre de l'examen au cas par cas du projet d'autorisation de recherche minière (ARM) «crique Tawen» à Roura en application de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement

LE PRÉFET de la RÉGION GUYANE CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R. 122-2 et R.122-3 ;

VU la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 érigeant en départements, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane française et La Réunion ;

VU le décret n° 2010-146 du 26 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2017 nommant M. Raynald VALLEE directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU l'arrêté préfectoral n° R03-2018-10-23-023 du 23 octobre 2018 donnant délégation de signature à M. Raynald VALLEE, directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane ;

VU la demande d'examen au cas par cas présentée par la société DOMIEX SARL relative au projet d'autorisation de recherche minière «crique Tawen» à Roura déclarée complète le 25 février 2019 ;

Considérant que le projet concerne une demande d'autorisation de recherche minière sur crique Tawen» à Roura qui vise à la recherche d'un gisement aurifère alluvionnaire ;

Considérant que la piste forestière Bélizon sera utilisée pour acheminer le matériel et l'équipe et que l'accès au projet en amont s'effectuera par un ancien tracé et, en aval, par l'ouverture d'un layon de 2km ;

Considérant que 17 profils-puits seront ouverts et que 11 points de franchissement de biefs seront nécessaires ;

Considérant que la qualité générale de la masse d'eau impactée est qualifiée de « bon » en état chimique et « très bon » en état écologique avec un objectif DCE (Directive cadre sur l'eau) atteint en 2015

Considérant que le projet se situe, au SAR (Schéma d'Aménagement Régional) en espaces forestiers de développement et dans le domaine forestier privé de l'État aménagé (série de production) ;

Considérant que le projet se situe à proximité immédiate de la ZNIEFF2 « Grande Montagne Tortue »,

Considérant que la durée des travaux est fixée à 15 jours, que le pétitionnaire s'engage à retirer les troncs disposés après le franchissement des biefs et à reboucher et régaler l'ensemble des puits après échantillonnage.

Sur proposition du directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

ARRÊTE :

Article 1^{er} - En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement, le projet d'ARM «crique Tawen» sur la commune de Roura, porté par la société DOMIEX SARL, est exempté de la réalisation d'une étude d'impact.

Article 2 - La présente décision, prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet pourrait être soumis.

Article 3 - Le secrétaire général de la préfecture de la région Guyane et le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Guyane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Guyane.

Cayenne, le 18 mars 2019

Pour le Préfet et par délégation
le directeur adjoint de
l'environnement, de l'aménagement et
du logement

Signé

Didier RENARD

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant sa publication :

- d'un recours administratif gracieux auprès du Préfet de la Guyane. L'absence de réponse du Préfet au terme de ce délai de deux mois vaut rejet implicite.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant le rejet du recours administratif gracieux :

- d'un recours contentieux déposé auprès du greffe du tribunal administratif de Cayenne (7, rue Schoelcher – BP 5030 – 97 305 Cayenne Cedex).

Tout recours contentieux doit être précédé d'un recours administratif, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.